

La Confédération rétropédale

Malley-Gare est remis sur les rails

Les CFF reviennent sur la décision de suspendre leurs projets immobiliers pour des raisons financières.

Renaud Bournoud

Il y a pile un mois, les CFF créaient la stupeur dans le canton de Vaud. En raison d'une situation financière «tendue», ils annonçaient la suspension jusqu'en 2025 de toute une série de projets immobiliers, dont celui de Malley-Gare, à plus de 250 millions. Jeudi, rétropédalage des CFF. Ou plus exactement du Conseil fédéral. C'est lui qui fixe le plafond d'endettement de la compagnie ferroviaire. En «accord» avec la Confédération, les CFF peuvent «mettre en œuvre sans interruption des projets immobiliers prêts à être construits et importants pour les communes et les régions», écrivent-ils dans leur communiqué de presse.

Cette reprise des projets est possible par un ajustement «des

«C'est un grand soulagement de voir le Conseil fédéral revenir sur sa décision. Ce n'était pas gagné d'avance.»



Nuria Gorrite,
présidente
du Conseil
d'État vaudois

modalités de financement des achats» des CFF qui leur donnent un peu de «marge de manœuvre financière», en n'aggravant que «marginale» leur endettement. Voilà pour les justifications techniques. «C'est un grand soulagement de voir le Conseil fédéral revenir sur sa décision, commente à chaud Nuria Gorrite, présidente du Conseil d'État. Ce n'était pas gagné d'avance. Cela donne un élan à un moment où l'on a vraiment besoin de bonnes nouvelles. C'est très encourageant.»

«On a maîtrisé l'incendie, mais il n'est pas encore éteint.»



Olivier Français,
conseiller aux
États et président
de OuestRail

Le projet de Malley-Gare est jugé «stratégique» pour le développement de l'agglomération lausannoise, dans le cadre de la régénération de la plaine de Malley. Le complexe de bâtiments hauts, qui doit accueillir des surfaces commerciales et des logements en bordure de la halte Prilly-Malley, a été mis à l'enquête l'été dernier. Le permis de construire est attendu prochainement.

Gros travail en coulisses

Les autorités locales et cantonales ont donc vivement réagi lors-



Le projet de Malley-Gare est jugé «stratégique» pour l'agglomération lausannoise.

qu'elles ont appris que les CFF mettaient le projet au frigo. «Un immense travail a été réalisé en coulisses, explique Nuria Gorrite. Nous avons la conviction que le Conseil fédéral ne reculerait que s'il y avait une large mobilisation non partisane. Le Canton a donc fédéré les acteurs impactés par cette décision. Nous avons également activé la députation vaudoise à Berne. Roger Nordmann (PS) et Olivier Français (PLR) se sont beaucoup investis dans ce dossier.»

Ce dernier a déposé une motion qui demande de relever temporairement le plafond d'endettement des CFF. Afin d'assurer le financement des projets immobiliers déjà mis à l'enquête et dont il est «avéré qu'ils sont économiquement viables». Le texte d'Olivier Fran-

çais a été largement soutenu par la Commission des finances du Conseil des États la semaine dernière et doit être soumis à la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national vendredi, selon «La Liberté».

Débat à Berne

«On a maîtrisé l'incendie, mais il n'est pas encore éteint», prévient toutefois Olivier Français, qui a manœuvré avec sa motion pour avoir un large soutien. «Même si je suis un élu vaudois, je ne me focalise pas sur le projet de Malley, mais sur tous les projets immobiliers des CFF dans les villes qui sont en cohérence avec la loi sur l'aménagement du territoire.» Pour le conseiller aux États, également président de OuestRail, le dé-

bat n'est de loin pas terminé: «Nous devons nous pencher plus largement sur cette question du taux de couverture de la dette des CFF dans le contexte de la crise du Covid.» Sa motion devrait être traitée au plénum lors de la session parlementaire qui débute la semaine prochaine.

Sur le plan local, le syndic de Prilly, dont une partie du projet immobilier est sur sa commune, ne cache pas sa joie. «Je ne sais pas qui a fait bouger les lignes, mais je veux croire que l'on y est pour un petit quelque chose, indique Alain Gillièron. De toute façon, le plus important est d'éviter de freiner un projet qui entraîne toute une économie derrière lui, des mandats pour des entreprises, des emplois, etc.»